

LA FRANCE INCERTAINE FACE A UN ENNEMI

Amir Taheri vendredi 27 mars 2015

Asharq Al-Awsat (*Le moyen-orient*) Londres

Presque trois mois après les attaques terroristes qui ont secoué Paris, la France est encore incertaine à propos de ce qui l'a frappé et comment faire face à ce que beaucoup considèrent comme une menace perpétuelle.

Comme c'est souvent le cas en France, certains analystes ont tenté de blâmer la société - une abstraction commode - pour ce qui est arrivé. Que trois jeunes Français bien décidé à abattre un certain nombre de personnes non armées pour des raisons idéologiques fragiles, soient considéré comme le résultat direct de l'échec de la société française à mettre sa jeunesse sur la bonne voie, est présenté de différentes manières par différentes personnes.

Ceux qui ne sont pas satisfait du choix de la société comme bouc-émissaire mettent le blâme sur le système éducatif français, qui est censé avoir échoué à inculquer les valeurs de responsabilité civique et l'humanisme à ces jeunes hommes. D'autres mettent le blâme sur la pauvreté, qui est censé n'avoir laissé à ces trois terroristes aucun choix autre qu'une vie de crime, pour aboutir finalement au djihadisme avec un vernis idéologique.

D'autres encore mettent le blâme sur le racisme, qui est censé avoir provoqué la colère des trois jeunes hommes, qui étaient d'origine algérienne et d'Afrique de l'Ouest. Le jeu des argument par le blâme est prolongé par un autre élément: l'islamophobie.

Parce que les trois terroristes sont nés musulmans, on nous dit qu'ils ont souffert de l'hostilité présumée de la France envers l'islam et toutes les pratiques islamiques.

Ceux qui utilisent l'argument de l'islamophobie, cependant, sont prompts à souligner également que les attaques n'avaient rien à voir avec l'islam et que les trois djihadistes n'étaient pas de « vrais musulmans. » On suggère que l'enseignement de cours sur le « vrai islam », devrait être introduit dans les écoles laïques de la France pour éviter les malentendus avenir sur ce qui est islamique et ce qui ne l'est pas.

Le problème est que, à l'examen de plus près de la situation française, aucune de ces explications ne tient. L'explication sociétale s'avère être immédiatement une imposture, parce que la France a un système social qui valorise l'ouverture, la diversité et l'altérité. Bien que de nombreux privilèges demeurent, aucun n'est fermé à personne, du moins en théorie. Produit par la méritocratie, les traditions corporatistes et des réseaux régionaux important, aucun de ces privilèges n'est fermé aux nouveaux arrivants de toutes sortes de milieux.

Pour sa part, la foule qui blâme l'école se trompe, parce que les terroristes n'ont pas appris leur haine explosive et leurs illusions idéologiques dans aucune école française.

En fait, les programmes français ont été tellement revus, au millimètre près, que cela en devient parfois risibles. Sous l'influence du politiquement correct, les manuels français de sciences humaines ont été purgés d'opinions, pour ne pas mentionner de

valeurs, dont l'expression pourrait troubler la moindre personne. Dans certains cas, la peur d'être accusé de préjugés ethnocentriques et orientalistes, a conduit les Français à douter d'eux mêmes et à avoir le dégoût de soi poussé à un niveau le plus abjecte qui soit, dans l'auto-flagellation intellectuelle. En fait, les terroristes avaient tous eu le genre d'éducation qu'a reçu l'enfant français moyen et ils ont eu accès à tous les niveaux d'apprentissage, s'ils avaient voulu poursuivre leur éducation.

La prochaine explication, ou dirons-nous, excuse en fait, est également sujette à discussion. Les terroristes n'étaient pas particulièrement pauvres. Ils appartenaient à la grande partie de la société française appelée classes moyennes. En tout cas, ils n'avaient pas d'antécédents les présentant comme dépendant des banques alimentaires, connues en France comme celle des « Restos du Coeur », et il s'est avéré qu'ils étaient correctement logés. En outre, ils avaient assez d'argent pour se rendre dans des centres de formation djihadistes au Moyen-Orient et en Afrique orientale. La Turkish Airlines demande plus de 1 200 € (1 300 dollars) pour un billet en classe économique pour Istanbul, pour ne pas mentionner la dépense supplémentaire pour atteindre la frontière syrienne, à plusieurs centaines de kilomètres au sud.

Dans tous les cas, le djihadisme est une pratique à laquelle se livrent souvent les enfants de la classe moyenne et supérieure. Il y a peu de djihadistes provenant de pays musulmans pauvres, comme le Bangladesh, le Yémen et le Soudan à rejoindre les armées du « califat », à Raqqa. Mais pourtant, la dernière estimation nous donne le chiffre de 20 000 citoyens venus de nombreuses nations aisées de l'Union européenne, qui ont réussi à financer leur voyage pour le djihad et peut-être pour le paradis après le martyre.

L'explication par le racisme est également insuffisante, c'est peu dire. Si la France a sa part de bigots, elle a certainement l'un des meilleurs dossiers à défendre lorsqu'il s'agit de racisme. En fait, pendant des décennies de nombreux intellectuels et artistes afro-américains se sont exilés en France, parce qu'ils ont apprécié l'égalité de traitement qu'ils ont reçu. Les gens de toutes les races et religions ont atteint tous les niveaux de la hiérarchie officielle française et sociale, y compris le Parlement, le Conseil des ministres, le pouvoir judiciaire, le service civil et diplomatique, et plus récemment les forces armées.

De toutes les excuses présentées sous forme d'explications - insatisfaisantes -, celle construite autour du thème de l'islamophobie est, peut-être, la plus extravagante. En fait, ce dont la France souffre, c'est peut être de « l'islamapologie » plutôt que l'islamophobie. Ceux qui insistent sur le fait que l'islam doit être exempté de tout examen critique ne rendent service ni à l'islam ni à la France. Ils traitent l'islam comme un enfant qui doit être protégé et jamais contesté, même quand il fait des erreurs.

En fait, la France est l'un des rares pays dans le monde où l'islam, dans toutes ses versions, peut être librement discuté et pratiqué. Un exemple : dans la République islamique d'Iran, par exemple, pas moins de 2000 auteurs musulmans iraniens de tous âges sont sur une liste noire et interdits. Cependant, aucun d'entre eux ne sont interdits

en France et beaucoup de ces personnes interdites en Iran, peuvent publier leurs travaux en France et les mettre à la disposition des Iraniens, soit comme samizdat ou par Internet.

Encore une fois, la France est l'un des très rares pays au monde où tous les aspects de la théologie et de l'histoire islamique font ouvertement et systématiquement l'objet de recherches, de débats, études et sont mis facilement à la disposition de toute personne intéressée. La France offre l'occasion d'étudier des aspects de l'islam, interdits de recherche dans tout pays musulman.

Beaucoup de dirigeants à l'origine de la révolution khomeyniste par exemple ont étudié l'islam en France, y compris Abulhassan Banisadr, l'inventeur de « l'économie islamique », et aussi Hassan Habibi, l'homme qui a écrit la Constitution de la République islamique.

Avec une population musulmane d'environ 6 millions d'habitants, la France compte près de 2 000 mosquées, si on compare avec Téhéran qui en a 720 pour une population de 14 millions.

Sur un plan plus terre à terre, la France propose également des versions de halal que même moi, né musulman et grandi dans un pays islamique, n'aurait jamais eu l'idée que cela pouvait exister; dont des choses comme les oignons et les cornichons halal par exemple.

La France a été frappée par un terrorisme qui a aussi attaqué de nombreux autres pays, y compris dans le « monde musulman ». Il n'y a aucune excuse au terrorisme quelle que soit les explications sociologiques, idéologique ou religieuses. Tant que les Français n'accepteront pas ce fait-là, ils auront des difficultés à vaincre un ennemi à qui ils doivent faire face depuis des décennies.

Amir Taheri

(né le 9 Juin 1942, à Ahvaz sud-ouest de l' Iran) est un activiste et auteur d'origine iranienne basé en Europe. Ses écrits se concentrent sur les affaires du Moyen-Orient et des sujets liés au terrorisme islamiste.

Il fait ses études à Téhéran, Londres et Paris. Il a été rédacteur en chef exécutif de "Kayhan" en persan, ce qui signifie Univers en anglais, de 1972 à 1979. Au début, *Kayhan* reflète les idées progressistes et patriotiques, mais plus tard, ce journal a été perçu comme étant pro-Shah. Quelques personnalités iraniennes très célèbres du mouvement de gauche comme Khosrow Golsorkhi, qui a été exécuté pendant l'ère du Shah, et Rahman Hatafi, décédé en prison après la révolution islamique, étaient les journalistes de Kayhan.

Taheri a également été rédacteur en chef de Jeune Afrique (1985-1987), Moyen-Orient correspondant du Sunday Times de Londres (1980-1984), et a écrit pour le Pakistan Daily Times, The Daily Telegraph, The Guardian et The Daily mail.

Il a été chroniqueur pour le quotidien Asharq Al-Awsat et sa publication sœur Nouvelles arabe, International Herald Tribune, le Wall Street Journal, le New York Times, le Los Angeles Times, Newsday, et le Washington Post.

Taheri a publié plusieurs livres, dont certains ont été traduits en 20 langues. En 1988, Publishers Weekly à New York a choisi son étude du terrorisme islamiste, "*Holy Terror: Inside the World of terrorisme islamique*", comme l'un des meilleurs livres de l'année.

Un autre de ses livres, "*The Cauldron: The Middle East Behind the Headlines*" (1988) a été utilisé comme un manuel dans les collèges au Royaume-Uni et au Canada.

Son livre le plus récent, "*Nuit persane: l'Iran sous la Révolution khomeyniste*" (2009) traite de l'histoire des Républiques islamiques, paysage politique actuel, et les ambitions géopolitiques.